

Idées, faits et ébauches d'avenir **Ideas, Facts and Sketches for the Future**

Sylvie Cléaud, René Passet and L'équipe de l'IES-Recma

Number 280, April 2001

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1023664ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1023664ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut de l'économie sociale (IES)

ISSN

1626-1682 (print)

2261-2599 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Cléaud, S., Passet, R. & L'équipe de l'IES-Recma (2001). Idées, faits et ébauches d'avenir. *Revue internationale de l'économie sociale*, (280), 5–9.
<https://doi.org/10.7202/1023664ar>

IDÉES, FAITS ET ÉBAUCHES D'AVENIR

Rencontres et séminaire à la MSH: un succès notable

À la suite de celle qui s'est tenue en décembre autour de Pierre Rosanvallon et de son ouvrage *La démocratie inachevée*⁽¹⁾, les rencontres apéritives co-organisées à la Maison des sciences de l'homme (MSH) par le Centre des jeunes dirigeants et des acteurs de l'économie sociale (CJDES), l'Institut de l'économie sociale (IES) et la revue *Transversales Sciences-Culture* se sont poursuivies sous les meilleurs auspices au cours de ce premier trimestre 2001.

Le 8 février, une centaine de personnes répondaient à l'invitation lancée pour entendre l'économiste René Passet livrer ses premières impressions sur le premier Forum social mondial, qui se tenait à Porto Alegre du 25 au 30 janvier 2001. C'est une parole particulièrement vivante et engagée, dont nous publions ci-après une transcription, qui fut livrée à cette occasion par l'auteur de *L'illusion néo-libérale* (Fayard).

« Reconsidérer la richesse » était le thème de la rencontre organisée le 26 février avec Patrick Viveret, conseiller référendaire à la Cour des comptes, qui a remis récemment à Guy Hascoët, secrétaire d'Etat à l'Economie solidaire, un rapport d'étape sur les nouvelles formes de richesses et les modalités de leur reconnaissance. Prendre en compte les richesses sociales jusque-là ignorées par les indicateurs dominants n'est pas le moindre des objectifs.

Enfin, Hugues Sibille, délégué interministériel à l'Innovation sociale et à l'Economie sociale, animait le 22 mars une rencontre sur « La place des acteurs de l'économie sociale dans les politiques publiques territoriales ». L'élaboration de ces politiques peut aussi être l'occasion de

promouvoir de véritables processus de démocratie participative et délibérative.

Saluons le succès de ces rencontres apéritives – chaque séance n'accueillant pas moins de cinquante participants – qui traduisent le fort intérêt rencontré aujourd'hui par la réflexion sur des modes de production et de fonctionnement différents.

Quant au séminaire proposé par la MSH et l'IES, une nouvelle séance (*lire le compte rendu ci-après*) s'est tenue le 27 mars 2001 sur « Les formations en économie sociale, situation et perspectives ». Des personnalités de divers horizons – représentants de mouvements, d'organisations, de réseaux, universitaires, politiques – se sont exprimées sur leur expérience dans ce domaine, livrant ainsi des réflexions très constructives. Véritable réunion de travail, cette séance a permis de dégager des actions concrètes à mener pour développer des formations adaptées aux besoins de l'économie sociale⁽²⁾.

Sylvie Cléaud ●

« Le monde, c'était nous » : un premier bilan de Porto Alegre

De retour de Porto Alegre (Brésil), René Passet venait partager ses réflexions lors d'une rencontre apéritive qui s'est tenue à la Maison des sciences de l'homme (MSH), à Paris, le 8 février dernier. Co-organisée par le Centre des jeunes dirigeants et acteurs de l'économie sociale (CJDES), l'Institut de l'économie sociale (IES) et la revue Transversales Sciences-Culture, cette séance a réuni une centaine de participants. La Recma publie ici les principaux extraits de cette conférence, transcrite

(1) Sur cet ouvrage, lire la présentation faite par Jean-François Draperi dans notre précédent numéro (*Recma*, n° 279, janvier 2001, pp. 91-94).

(2) Pour toute information sur les rencontres apéritives et les séminaires, contacter Christophe Meslin, chargé de mission pour l'Institut de l'économie sociale : meslin@msh-paris.fr.

et résumée par Christophe Bonneuil, avec l'aide de Philippe Merlant et de Fabienne Brugel⁽³⁾. (NDLR.)

Porto Alegre, c'est inracontable. [...] Pourquoi? Eh bien d'abord du fait même de son succès! Nous attendions quatre mille personnes dans l'université, et nous nous sommes retrouvés à près de vingt mille participants et quatre cents ateliers répartis dans toute la ville!

Le monde était-il à Davos ou à Porto Alegre?

En tenant un « Forum social mondial » à Porto Alegre plutôt qu'un « forum anti-Davos », nous avons voulu donner le signe que nous passions de la résistance à la proposition. En refusant de se situer de façon suiviste comme un anti-Davos, nous manifestons le fait que c'est désormais à nous, aux peuples de cette planète, de décider de l'ordre du jour plutôt que de suivre l'agenda des « grands » et des institutions internationales, à nous de construire cette autre mondialisation en partant de nos réalités et de nos expériences diverses. C'était le sens de la mosaïque qui a rassemblé cinq cents pierres apportées des quatre coins de la planète par les participants. En partant je m'étais dit : « *Qu'est-ce que c'est que ce folklore?* » et je n'ai pas emporté de pierre. Eh bien je le regrette! C'était un beau moment, surtout lorsqu'un Palestinien et un Israélien ont apporté deux pierres identiques. Cette mosaïque symbolise bien la construction d'un monde nouveau à partir de la diversité de chacun. [...]

Qu'en est-il sorti? C'est la question qu'ont posée tous les journalistes, réclamant un document de synthèse. Pourquoi devrions-nous offrir dès la première année une synthèse alors que le forum de Davos ne le fait pas après vingt ans?

Il y a eu plus de quatre cents ateliers. Honnêtement, on a vu des choses très inégales, des exposés remarquables, d'autres moins. Il ne peut y avoir de synthèse à ce stade. Ce serait trop tôt et cela se traduirait par la domination de quelques organisations seulement. Mais ce qui se passe, c'est que nous sommes en train de passer d'un mouvement de pure contestation (voir les belles luttes contre l'AMI et Seattle) pour entrer dans une phase de proposition et de reconstruction d'un

ordre mondial. Mais cela ne se fait pas en un jour et nous n'avons pas d'autre recette que celle d'avancer ensemble dans notre diversité.

Il faudra des semaines pour assimiler tous les comptes rendus de tous les ateliers et dégager des axes de travail, de débat et de mobilisation pour l'avenir. Nous sortirons un livre pour capitaliser la richesse de ce moment merveilleux. Je ne mentionnerai pour l'instant que quelques facettes qui me semblent porteuses de perspectives. Il y a eu une déclaration des représentants de la société civile qui montre le chemin parcouru depuis Rio en 1992, date à laquelle les ONG ont commencé à apparaître sur la scène internationale et ont appris à se connaître et à travailler ensemble. Il y a eu une résolution des élus locaux du monde entier en faveur de la démocratie participative. Il y a eu aussi une résolution signée par près de quatre cents parlementaires du monde entier. Outre les thématiques (annulation de la dette, taxe Tobin, maîtrise des flux financiers et remise de l'économie aux normes humaines, sociales et environnementales, réforme de l'OMC, refus du brevetage du vivant), cette résolution m'a étonné par sa volonté de mettre les parlementaires en soutien des acteurs sociaux et citoyens vers une alternative à l'ordre néolibéral. J'y vois « l'embryon du début de quelque chose » qui pourrait annoncer la naissance lointaine d'un parlement mondial.

En termes de propositions, nous avons affiné à Porto Alegre quelques propositions à porter : un revenu minimum pour tout le monde ; l'instauration de la taxe Tobin ; la remise en place d'un contrôle des changes et des flux financiers ; la nécessité d'une maîtrise démocratique au niveau mondial des forces du marché ; l'annulation de la dette du tiers-monde ; la primauté des normes sociales et environnementales sur le « libre » échange ; la proclamation comme biens communs de l'humanité de l'eau, de l'air, des gènes, etc.

Une construction idéologique : vers une autre rationalité économique

Tout cela n'est pas un programme clé en main pour un nouvel ordre mondial. Il faut continuer à lutter, à penser, à expérimenter des alternatives. Mais Porto Alegre représente à double titre un espoir et une piste vers une reconstruction citoyenne du monde. D'abord, le Forum social mondial a mis en chantier

(3) *EcoRev-Transversales*. L'intégralité de la conférence est parue dans la revue *EcoRev*, n° 4, printemps 2001 (*EcoRev* : 22, villa des Sizerins, 75019 Paris).

un travail idéologique face à l'idéologie néolibérale. Davos nous dit qu'ils sont les seuls à être dans la rationalité et que nous sommes des irresponsables ou, au mieux, de bonnes âmes irréalistes. Il nous faut montrer combien ils se trompent et opposer une autre rationalité au néolibéralisme.

Il faut donc se donner le temps et les moyens de penser ensemble un monde qui change avec la révolution de l'immatériel, avec une financiarisation privilégiant le profit à courte vue, avec un déplacement des lieux de pilotage des Etats et de la sphère politique vers les intérêts financiers internationaux. Dans les années 80, Reagan et Thatcher ont libéré les mouvements de capitaux dans le monde (arrêt du contrôle des changes). Limité par les frontières, le capital était en quête de placements, car il était surabondant par rapport à eux. Si on lui ouvre le monde, les opportunités de placement se multiplient, le capital devient rare, et on se le dispute. Alors il fait la loi. Quelle est la loi du capital? Le maximum de dividendes. Dans cette logique, il y a toujours trop d'Etat, de salaires, de protection sociale. Il y a même, au goût des financiers, trop d'investissements productifs, car ils limitent les dividendes. La logique de l'argent, c'est « tout de suite ». Il nous faut construire une grille de lecture face à ce nouveau capitalisme informationnel, patrimonial, mondialisé, et c'est ce que nous avons commencé à faire à Porto Alegre.

Quelle est la rationalité d'une économie qui sait produire, mais qui ne sait pas répartir? Et qui ne sait souvent produire qu'en détruisant la vie, en mutilant des vies d'hommes, de femmes et d'enfants. Certes, cette économie est une science rigoureuse, mathématisée, mais le problème, ce sont les postulats. L'économie doit répondre aux besoins des hommes et des femmes, et c'est par rapport à nos finalités qu'il faut évaluer l'économie. La rationalité de l'économie libérale est une rationalité du côté des choses mortes, du côté de la marchandise et du capital. Dans cette logique, alors oui, une marchandise vaut une marchandise, une voiture vaut une voiture, un quintal de blé vaut un quintal de blé. Mais *quid* des conditions dans lesquelles on les produit et répartit? Un quintal de blé produit par l'agriculture productiviste de la Beauce n'a pas la même signification que ce même quintal produit quasiment à main nue sur une terre ingrate par un paysan pauvre du Sud. Le principe d'équivalence nous mène

dans l'irrationalité: ce qu'il faut, c'est permettre à celui dont la vie dépend de ce blé de vivre et de participer à une économie qui améliore sa condition.

Leur rationalité, c'est que les pays sous-développés nous versent en remboursement de dette bien plus que l'aide que nous leur versons.

Leur rationalité, c'est en 1996 un afflux de capitaux en Asie parce qu'on croyait que c'était l'eldorado; et puis, quelques mois plus tard, un retrait de ces capitaux parce qu'on se rend compte que ce n'est pas l'eldorado. Bilan: 23 millions de chômeurs.

Leur rationalité, c'est de regrouper les pauvres dans des banlieues et des ghettos pour isoler ceux qui n'ont pas de travail, pour qu'ils se tuent entre eux, car un pauvre qui tue un pauvre, c'est moins grave pour le PNB qu'un pauvre qui tue un riche, mais est-ce vraiment la bonne façon de penser? Dans le domaine de la rationalité économique, là aussi un autre monde est possible, une autre rationalité. Je pense ici notamment au travail de Patrick Viveret pour définir d'autres indicateurs de richesse que les indicateurs quantitatifs et productivistes actuels.

Une construction politique: mettre les citoyens en marche

L'autre portée de Porto Alegre, c'est de mettre les peuples en marche pour construire un rapport de force face aux minorités dirigeantes de ce nouveau capitalisme. Le bloc de l'Est s'est écroulé et c'est tant mieux. A nous de construire ensemble un autre contrepoids à la domination du marché. Le contraste de Davos et de Porto Alegre a permis de montrer symboliquement la situation actuelle du monde: des minorités riches (classes ou nations riches) qui s'abritent derrière leurs frontières, derrière leurs murs, protégées des foules démunies par des milices. Mais la foule grandit, mûrit, et ces forces qui montent ne s'arrêteront pas. Le monde de Davos peut encore prétendre se contenter, face au monde de Porto Alegre, d'un zeste de bienfaisance, d'une pincée d'éthique et de beaucoup de palabres. Moi, si j'étais à leur place, je ne rigolerais pas. Il est temps de changer de cap avant que les choses ne finissent mal.

Pour finir, ne soyons pas trop naïfs. Si Porto Alegre marque l'affirmation à l'échelle planétaire de forces sociales et citoyennes nouvelles, la question du rapport entre ces forces et les acteurs politiques traditionnels a

souvent occupé le devant de la scène. Quelques personnes du monde politique français sont venues se montrer. Certains politiciens locaux, eux aussi, n'ont pas résisté à la tentation électoraliste. Cela n'a pas été sans susciter des réactions qui ont conduit très vite à redresser la barre. De sorte qu'il n'y a pas eu de vrai dérapage. Et plus nos initiatives auront du succès, plus il faut s'attendre à ce que des tentations de ce genre aient tendance à se multiplier. Il est crucial pour l'avenir du mouvement que nous avons engagé de rester unis et d'apprendre à nous prémunir contre le vedettariat et toute forme de récupération. En disant cela, je ne cherche nullement à diaboliser les politiques. Nous en avons besoin comme relais et ils doivent rester dans ce rôle de relais.

Ce n'est qu'un début !

Pour continuer notre travail de mise en marche des citoyens du monde, nous avons décidé de tenir un forum chaque année, une fois tous les deux ans à Porto Alegre et une fois tous les deux ans sur un thème précis dans d'autres continents.

Porto Alegre, je ne suis pas peu fier de pouvoir dire :
« J'y étais ! »

René Passet ●

La formation en économie sociale dans tous ses états

Séminaire IES du 27 mars 2001

à la Maison des sciences de l'homme

La séance du séminaire de l'Institut de l'économie sociale [IES]⁽⁴⁾ qui s'est tenue à la Maison des sciences de l'homme le 27 mars 2001 portait sur « Les formations en économie sociale, situation et perspectives ». Ouverte par Maurice Aymard, administrateur de la Fondation Maison des sciences de l'homme, et présidée par Hugues Sibille, délégué interministériel à l'Innovation sociale et à l'Économie sociale, cette rencontre a donné lieu à de nombreux échanges entre des participants très concernés par la question. Expériences originales et réflexions constructives ont nourri les propos, permettant de dégager un certain nombre de pistes d'action pour développer utilement les formations en économie sociale.

(4) Séminaire sous la responsabilité de Maurice Parodi et Jean-François Draperi.

Actualiser l'étude Leonardo

Jean-François Draperi rappelait en début de séance le travail de recensement des formations en économie sociale en Europe réalisé dans le cadre du programme Leonardo par la Cres Languedoc-Roussillon. On compte ainsi une trentaine de formations supérieures en France. Cette étude, présentée au printemps 2000, demande aujourd'hui à être davantage valorisée et diffusée, et le *Guide des formations* fera l'objet d'une actualisation.

Co-construire des référentiels de formation

Lucile Manoury (collège coopératif Provence-Alpes-Méditerranée), présentait le projet d'université coopérative européenne dont la démarche est portée par le Groupement des collèges coopératifs. Il s'agit d'offrir aux acteurs (formateurs, chercheurs, praticiens) de l'économie sociale des réponses formations adaptées aux renouvellement des pratiques du secteur. La mise en œuvre du projet repose sur la mise en réseau de divers intervenants au niveau européen, une première étape visant à construire un référentiel d'activités de ces entrepreneurs sociaux, qui prenne en compte les invariants et les spécificités culturelles.

Partir de l'activité elle-même pour construire des référentiels de formation, constituer un réseau d'acteurs de divers horizons pour légitimer la démarche sont des étapes qui sont apparues essentielles au travers des témoignages apportés. Il reste que le processus de construction conjointe d'une formation, qui mobilise des universitaires et des praticiens, est un processus lent, ainsi que le soulignait Danièle Demoustier (IEP de Grenoble). Travail de longue haleine qui, pour les mouvements, requiert une implication importante : Michel Porta (CGScop) soulignait que les référentiels ne sont jamais figés ; ils s'élaborent dans l'action, se co-construisent par itération successive.

Se former dans l'action

Gérard Barras, s'exprimant au nom de Repas (Réseau d'échanges de pratiques alternatives et solidaires), réseau d'entreprises alternatives initié dans les années 70, présentait la formation mise en œuvre au sein de Repas. Cette formation s'appuie sur un système de compagnonnage pour favoriser le développement de compétences. Responsabilisation et solidarité sont intégrées

à la démarche d'apprentissage, dont le moteur est la participation de l'apprenant à une activité. Face à l'obsolescence rapide des métiers, il s'agit avant tout d'apprendre à apprendre, à se situer, à coopérer et, comme le formule Gérard Barras, « *de produire le concernement durable pour le développement durable* ».

Le réseau de coopératives d'activité, Coopérer pour entreprendre, s'inscrit dans une logique de professionnalisation. Elisabeth Bost soulignait que la coopérative d'activité constitue en elle-même un centre d'apprentissage de la coopération, en offrant la possibilité à de nouveaux entrepreneurs salariés de bénéficier des apports d'un collectif de travail pour développer leur activité. L'échange d'expériences se réalise aussi à l'échelle du réseau des coopératives. Là encore, l'élaboration de référentiels d'activités semble incontournable pour faciliter le transfert de compétences.

Au nom de l'Usgeres, syndicat des employeurs de l'économie sociale, Michel Porta a aussi manifesté le souhait de travailler avec l'IES pour clarifier « *le métier de l'économie sociale* ». Il lui semble en effet important d'établir des liens entre l'enseignement initial et la construction de référentiels d'activités par les praticiens. Il est essentiel qu'une structuration de la fonction employeur de l'économie sociale puisse jouer un rôle dans le développement des formations, en intervenant dans les dispositifs de validation.

Adapter les formations universitaires aux besoins

Serge Koulytchizky soulignait qu'il n'existe pas de DEA et de doctorat d'économie sociale, et insistait sur les conséquences de cette absence sur la recherche et l'enseignement supérieur en économie sociale. Liem Hoang Ngoc précisait qu'il existe des DEA comprenant des enseignements sur l'économie sociale, comme à Paris-I. Pour remédier à ce manque, Jean-Yves Manoa insistait sur le rôle des mouvements : s'ils manifestent des besoins de recherche, il sera possible de mettre en place un DEA, tant l'enseignement est indissociable de la recherche à ce niveau.

Les niveaux maîtrise et DESS, en revanche, sont bien présents ; reste que les entreprises ont aussi besoin de niveaux intermédiaires type bac + 2. Michèle Tixador (GNC) exprimait également la difficulté à recruter des

spécialistes d'une discipline appliquée à l'économie sociale. Si l'on trouve aisément des juristes généralistes, les spécialistes du droit coopératif sont rares. Le Groupement national de la coopération a mis en place un réseau national de dix-sept universitaires et impulsé des actions (prix de droit coopératif, séminaire annuel, site Internet...) visant à promouvoir la discipline.

Agir à tous les niveaux

L'Office central de la coopération à l'école (OCCE) tente aujourd'hui de renouer avec sa vocation initiale : former les enseignants de sorte qu'ils puissent promouvoir la coopération dès l'école primaire au travers des activités proposées aux élèves. Comme l'indiquait son secrétaire général, Jean-François Vincent, il s'agit de redonner du sens à l'adhésion à l'OCCE en resituant la démarche coopérative dans un projet économique et social.

Des actions doivent être entreprises à tous les niveaux, et l'enseignement de niveau secondaire est aussi concerné. De manière générale, c'est la place de l'économie sociale dans les programmes d'économie qui est en jeu. Une mission sur ce thème a été confiée par le ministère de l'Éducation nationale à l'économiste Jean-Paul Fitoussi.

Définir des priorités

Les pistes d'action étaient reprises et synthétisées par Hugues Sibille en clôture du séminaire. Le délégué interministériel à l'Innovation sociale et l'Économie sociale mettait l'accent sur l'intérêt de valoriser les résultats de l'enquête sur les formations de l'économie sociale en France réalisée dans le cadre du programme Leonardo. Il soulignait l'importance de la création d'un DEA d'économie sociale, qui devrait être fortement encouragée, sans négliger la promotion de formations de niveau bac + 2 de type DUT. Il montrait ensuite l'intérêt de l'échelon régional pour mettre en place des partenariats entre universités et mouvements de l'économie sociale. Des formations de fonctionnaires de l'État et d'acteurs de l'économie sociale sont prévues, à l'initiative de la DIES, pour favoriser des actions conjointes en région.

Gageons que ces propositions soient porteuses d'avenir.

L'équipe de l'IES-Recma ●